Transferts de fonds des migrants en Afrique du Sud: les conditions de départ du pays d'origine sont-elles déterminantes?

Florence Arestoff¹, Mélanie Kuhn², El Mouhoub Mouhoud³

Résumé: A l'aide d'une enquête menée en 2006 auprès de 639 migrants africains présents à Johannesburg (Afrique du Sud), cet article analyse les déterminants des transferts de fonds dans le cas des migrations Sud-Sud. En plus des variables traditionnelles (revenu, âge, éducation du migrant, etc.), l'impact des conditions de départ du pays d'origine sur les transferts est analysé, ainsi que celui de variables subjectives (perception de richesse et attachement du migrant à son pays d'origine). Les résultats montrent qu'avoir fui son pays pour des raisons de violence réduit significativement la propension à transférer tandis que l'attachement et la perception d'une situation économique meilleure dans le pays d'accueil favorisent les transferts.

Abstract: Remittances from South Africa: are the conditions of departure determining?

This paper looks at the determinants of international remittances in the context of South-South migration. We use a 2006 survey on 639 African migrants living in Johannesburg. In addition to the traditional variables (income, age and education of the migrant, etc.) we consider the impact of departure conditions from the country of origin and subjective variables (perception of relative wealth, attachment to the country of origin) on remittances. The results show that having left the country of origin due to violence has a negative effect on the propensity to remit, whereas the attachment to the country of origin and the perception of a better economic situation in the host country positively influence remittances.

Classification JEL: F22, F24, O15, O55

INTRODUCTION

En raison de leur ampleur, les transferts de fonds mondiaux ne cessent d'attirer l'attention des chercheurs, des organisations internationales mais aussi des décideurs politiques⁴. Les faits stylisés sur les transferts sont bien connus. Après avoir baissé en 2009 en raison de la crise économique, les transferts de fonds internationaux ont de nouveau augmenté en 2010 pour atteindre 440 milliards de dollars (Mohapatra, Ratha et Silwal [2010]). Les pays en développement en sont les principaux bénéficiaires: en 2010, 73,9% de ces flux financiers ont été réalisés en leur faveur, soit 325 milliards de dollars. Les transferts de fonds

¹ 1) Université Paris-Dauphine, LEDa-DIAL, 75016 Paris, France, 2) UMR 225-DIAL, 75010 Paris, France. E-mail : florence.arestoff@dauphine.fr

² 1) Université Paris-Dauphine, LEDa-DIAL, 75016 Paris, France, 2) UMR 225-DIAL, 75010 Paris, France. E-mail : melanie.kuhn@dauphine.fr

³ 1) Université Paris-Dauphine, LEDa-DIAL, 75016 Paris, France, 2) UMR 225-DIAL, 75010 Paris, France. E-mail : em.mouhoud@dauphine.fr

⁴ Les transferts de fonds sont définis par la Banque Mondiale comme l'ensemble des transferts réalisés par les travailleurs, les compensations des employés ainsi que les transferts des migrants.

internationaux sont ainsi la deuxième source de financement extérieur des pays en développement derrière les investissements directs étrangers.

Pourtant, si de nombreuses recherches, tant théoriques qu'empiriques, portent sur ces mouvements financiers, le cadre d'étude se limite très souvent aux transferts de fonds réalisés par des migrants ayant émigré vers les pays développés. A l'opposé, peu d'études s'intéressent aux transferts de fonds Sud-Sud, réalisés entre pays en développement. Pourtant 43% des migrants internationaux issus des pays en développement résident dans un autre pays en développement (Banque Mondiale [2010]). Par ailleurs, en 2010, 43,7 millions de personnes ont été contraintes de migrer en raison de conflits armés ou de persécutions (soit 20,4% des migrants internationaux). Parmi elles, 80% ont choisi un pays en développement comme pays d'accueil (UNHCR [2011]). Ainsi, alors que les migrants internationaux qui émigrent vers les pays industrialisés sont en grande partie des individus qui se déplacent par choix, notamment afin de profiter de meilleures opportunités économiques dans le pays d'accueil, nombreux sont les migrants se déplaçant au sein des pays en développement qui le font sous la contrainte, afin de fuir une instabilité politique, des persécutions ou des catastrophes naturelles. Dans le premier cas, la migration est qualifiée de « volontaire » alors que dans le second cas, elle relève davantage de la migration « forcée ». La différence de nature de la migration peut alors conduire à des comportements différents en matière de transferts de fonds. Ces différences de comportements en fonction du statut de départ du migrant (volontaire ou forcé) sont peu étudiées dans la littérature (Fagen et Bump [2006]), Van Hear *et al.* [2009]) qui tend à se focaliser sur le comportement propre aux migrants volontaires.

De fait, la littérature relative aux transferts de fonds des migrants volontaires ou économiques est riche et couvre un champ relativement large. Selon la théorie classique et la Nouvelle Economie des Migrations de Travail, les transferts de fonds s'expliqueraient par l'altruisme du migrant, son intérêt personnel (échange, investissement, héritage), la volonté de la famille de s'assurer contre les risques (notamment de revenu), l'existence d'un contrat informel entre le migrant et sa famille (remboursement d'un prêt) ou encore par une combinaison de ces motivations⁵. Parmi ces dernières, le motif d'assurance (Gubert [2002], Lucas et Stark [1985], Niimi, Pham Thai et Reilly [2008]) est probablement déterminant dans le cadre des migrations forcées. Un conflit ou une catastrophe naturelle constituent en effet en eux-mêmes des événements à l'origine d'un besoin d'assurance (Lindley [2008]). Par ailleurs, les migrants forcés sont souvent confrontés à une incertitude quant à la fin des conflits ou de l'instabilité politique qui peuvent affecter leur pays. Selon Lindley [2008], cette incertitude peut se traduire par des transferts de fonds continus compte tenu de la situation difficile prévalant dans le pays d'origine (motif altruiste ou d'assurance). Mais elle peut aussi se traduire par des transferts limités, les réfugiés n'entrevoiant aucune perspective positive future dans leur pays.

A partir de données micro économiques portant sur une population de migrants africains résidant à Johannesburg, ce papier a pour objectif d'analyser les déterminants des transferts

⁵ Pour une revue de littérature détaillée, voir Docquier et Rapoport [2006].

de fonds dans le cas des migrations entre l'Afrique du Sud et ceux de la région. L'Afrique du Sud attire de nombreux migrants du continent depuis déjà plusieurs décennies et encore plus, semble-t-il, depuis les premières élections démocratiques de 1994. En tant que pays frontalier de pays régulièrement en conflits, l'Afrique du Sud constitue donc un pays pertinent pour analyser l'effet des conditions de départ des migrants sur leurs comportements de transferts de fonds vers leur pays d'origine.

La section 2 présente l'enquête, les caractéristiques des migrants et les transferts qu'ils effectuent. La section 3 propose une estimation des déterminants de la propension à transférer en considérant le rôle des conditions de départ en plus des variables traditionnellement retenues. La section 4 conclut l'article.

PRESENTATION DES DONNEES

Nous disposons d'une base de données micro économiques originale issue de l'enquête « *Migration and the New African City: Citizenship, Transit, and Transnationalism* » (MNAC). Cette enquête a été menée en 2006 par l'Université de Witwatersrand de Johannesburg, en collaboration avec l'Institut Français d'Afrique du Sud et la Tufts University de Boston auprès de 847 migrants africains résidant à Johannesburg. Cette enquête a été à l'origine conçue pour analyser le phénomène des migrations de transit en Afrique Australe, Centrale et de l'Est, ainsi que l'intégration des migrants dans les villes d'accueil du continent. Les pays ont ainsi été choisis, non pour leur lien migratoire potentiel les uns avec les autres, mais en raison de leur situation géographique. Ces critères expliquent pourquoi nous ne disposons pas de données concernant les migrants zimbabwéens en dépit de leur présence massive en Afrique du Sud.

Dans le cadre de cet article, seuls les migrants internationaux ont été retenus parmi lesquels 252 sont originaires de la République Démocratique du Congo (RDC) (soit 39,4% de l'échantillon), 202 sont d'origine mozambicaine (31,6%) et 185 sont d'origine somalienne (29%). Le Tableau 1 les décrit de manière détaillée.

Les migrants de l'échantillon sont majoritairement des hommes (63,2%), et sont, en moyenne, âgés de 31 ans. L'arrivée récente de la plupart des migrants explique leur caractère relativement jeune. Seulement 11,2% d'entre eux sont arrivés en Afrique du sud avant 1995, c'est-à-dire pendant l'apartheid ou au cours de l'année 1994, année des premières élections démocratiques. Ils sont 41,1% à être arrivés depuis 2003, donc après l'instauration d'une loi sur l'immigration plus restrictive (2002-2003) mais aussi après que l'Afrique du sud a décidé d'autoriser les demandeurs d'asile de travailler et d'étudier dans le pays (2004).

La plupart des migrants sont éduqués et pourtant, 24,4% d'entre eux ne perçoivent aucun revenu en Afrique du Sud. Le revenu annuel moyen des migrants s'élève à 24 858 rands (soit 3 729 dollars). Malgré la faiblesse de leurs revenus, 35% d'entre eux estiment que

leur niveau de vie en Afrique du Sud est sensiblement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur pays d'origine avant leur migration.

Tableau 1: Caractéristiques des migrants.

	Total	Migrants Volontaires	Migrants forcés	Migrants qui transfèrent
Congolais (%)	39,4	34,7	42,9	28,7
Mozambicains (%)	31,6	62,4	8,7	35,6
Somaliens (%)	29,0	3,0	48,4	35,6
Hommes (%)	63,2	51,3	72,1	72,7
Age moyen (en années)	31,2	30,2	32,3	32,4
Education primaire ou sans éducation (%)	28,2	28,5	27,9	29,0
Education secondaire (%)	47,4	50,6	45,1	49,0
Education supérieure (%)	24,4	21,0	27,1	22,0
Taille du ménage dans le pays d'accueil	3,5	3,4	3,5	3,3
Revenu annuel moyen du migrant (rands)	24 858	25 718	24 319	39 397*
Revenu annuel moyen du ménage (rands)	47 703	56 393	42 942	59 224*
Autre migrant dans le ménage d'origine (%)	52,9	43,7	59,8	48,4
Arrivée en Afrique du Sud avant 1995 (%)	11,2	13,0	9,8	14,1
Arrivée en Afrique du Sud entre 1995 et 2002 (%)	47,7	50,9	45,2	53,5
Arrivée en Afrique du Sud depuis 2003 (%)	41,1	36,1	44,9	32,4
Perception de richesse (%)	35,1	42,7	29,5	45,6
Migrants qui transfèrent (%)	45,5	47,2	44,3	100

Source: MNAC, calculs des auteurs.

* pour les migrants qui transfèrent et déclarent un revenu positif.

Enfin, dans l'enquête MNAC, le caractère forcé ou volontaire de la migration est déterminé à partir des réponses des migrants aux questions suivantes : « Pour quelle(s) raison(s) avez-vous décidé de quitter votre pays d'origine ? ». La subjectivité de la réponse justifie alors les différentes réponses obtenues de la part de migrants issus d'un même pays. Dans cet article, les migrants sont considérés comme forcés s'ils ont quitté leur pays pour échapper à des guerres ou conflits, une oppression religieuse ou politique, des persécutions ethniques, tribales ou sexuelles, ou des phénomènes de discrimination. Ils sont 57,5% dans ce cas. Parmi ces derniers, 42,9% sont congolais, 48,4% sont somaliens et 8,7% sont mozambicains et près de la moitié d'entre eux ont déjà envoyé de l'argent vers leur pays d'origine.

Après cette présentation descriptive de nos données, il convient désormais d'identifier précisément les facteurs qui influencent la propension à transférer des migrants.

QUI SONT LES MIGRANTS QUI TRANSFÈRENT ?

L'objectif principal est d'évaluer dans quelle mesure les conditions de départ du pays d'origine influencent le comportement de transferts, conditionnellement aux caractéristiques individuelles des migrants.

Les montants transférés étant renseignés par classes, nous estimons un modèle probit ordonné. La propension à transférer, notée R_i est une variable ordonnée à m modalités, qui dépend d'une variable latente continue R_i^* non observée. Cette variable R_i^* correspond au montant optimal des transferts. Elle vaut:

$$R_i^* = \alpha X_i + \varepsilon_i$$

Avec X_i , un vecteur de caractéristiques individuelles du migrant comprenant une variable indicatrice des conditions de départ. Cette variable vaut 1 si le migrant a quitté son pays dans des conditions de violence et 0 sinon ;

ε_i est le terme d'erreur. $\varepsilon_i \sim N(0,1)$.

Le modèle est alors le suivant:

$$R_i = \begin{cases} 0 & \text{si } R_i^* \leq C_1 \\ 1 & \text{si } C_1 < R_i^* \leq C_2 \\ 2 & \text{si } C_2 < R_i^* \leq C_3 \\ 3 & \text{si } R_i^* > C_3 \end{cases}$$

$R_i = 0$ si le migrant i ne transfère pas, 1 si i transfère moins de 800 rands par an, 2 si i transfère entre 800 et 1999 rands, et 3 si i transfère au moins 2000 rands.

Les résultats de ce modèle sont présentés dans le tableau 2, modèle 1. Conformément aux prédictions théoriques, la propension à transférer augmente significativement avec le niveau de revenu du migrant mais diminue avec la taille du ménage dans le pays d'accueil. Par ailleurs, les hommes, majoritairement chefs de ménage dans l'échantillon, sont plus enclins à transférer que les femmes. A la différence des Mozambicains, les Somaliens ont une plus forte propension à transférer que les migrants originaires de la République Démocratique du Congo. La Somalie étant caractérisée par un fort climat d'insécurité et d'instabilité, les migrants sont incités à transférer dans une optique d'assurance de leur famille d'origine. Tel n'est pas le cas du Mozambique, relativement stable depuis la fin des années 1990 et la fin du conflit interne.

Les estimations montrent par ailleurs que le niveau d'éducation des migrants n'affecte pas les transferts. De fait, la littérature sur la question est ambiguë. D'un côté, selon la théorie du capital humain, les migrants éduqués ont une plus forte probabilité de transférer non seulement parce qu'ils devraient percevoir un revenu plus élevé mais aussi parce qu'ils se sont potentiellement endettés auprès de leurs familles d'origine pour s'éduquer, ou parce qu'ils ont une plus faible probabilité d'être clandestins et donc auront plus probablement un compte bancaire par exemple (Bollard *et al.* [2011]). D'un autre côté, les plus éduqués

peuvent être moins disposés à transférer car ils auront émigré avec l'ensemble de leur ménage, ou parce qu'ils sont issus de ménages relativement riches ayant moins besoin des transferts, ou encore parce qu'étant mieux intégrés dans leur pays d'accueil, leur intention de rentrer chez eux est moindre. Ici, nous expliquons la non significativité de l'éducation sur les transferts par les difficultés rencontrées par les migrants en Afrique du sud pour occuper un emploi formel mais aussi par le fait qu'il n'existe pas toujours de corrélation entre les qualifications des migrants et l'emploi qu'ils occupent (Havolli [2009]).

Tableau 2: Estimations de la propension à transférer.

	Modèle 1 : probit ordonné	Modèle 2: probit ordonné instrumenté	
	Propension à transférer	Attachement	Propension à transférer
Revenu annuel du ménage du migrant :			
< 25 980 rands	Référence	Référence	Référence
25 980 - 57 104 rands	0,79*** (0,15)	0,0002 (0,18)	0,77*** (0,15)
> 57 104 rands	1,05*** (0,18)	0,18 (0,22)	0,99*** (0,19)
Taille du ménage en Afrique du sud	-0,09** (0,04)	-0,02 (0,04)	-0,10** (0,04)
Homme	0,60*** (0,15)	0,67*** (0,19)	0,30* (0,16)
Pays d'origine :			
RDC	Référence	Référence	Référence
Somalie	0,89*** (0,20)	0,32 (0,26)	0,67*** (0,23)
Mozambique	0,30 (0,27)	0,01 (0,32)	-0,01 (0,29)
Age :			
18 – 30 ans	Référence	Référence	Référence
31 – 40 ans	0,49*** (0,15)	0,16 (0,18)	0,42*** (0,15)
> 40 ans	0,19 (0,29)	-0,08 (0,30)	0,26 (0,28)
Niveau d'éducation :			
Education primaire ou sans éducation	Référence	Référence	Référence
Education secondaire	0,16 (0,17)	0,58*** (0,19)	-0,02 (0,17)
Education supérieure	0,08 (0,21)	0,40 (0,26)	0,01 (0,21)
Famille dans le pays d'origine	1,14*** (0,35)	-0,28 (0,35)	1,11*** (0,34)
Autre migrant dans le ménage d'origine	-0,20 (0,15)	-0,21 (0,18)	-0,18 (0,15)
Date d'arrivée en Afrique du sud :			
Avant 1995	Référence	Référence	Référence
Entre 1995 et 2002	0,34 (0,32)	-1,21** (0,50)	0,55* (0,31)
Entre 2003 et 2004	0,42 (0,36)	-1,16** (0,55)	0,52 (0,36)
Après 2004	0,23 (0,39)	-1,27** (0,56)	0,41 (0,39)
Conditions de départ violentes	-0,32* (0,19)	0,30 (0,25)	-0,36* (0,20)
Attachement au pays d'origine			1,28*** (0,18)
Perception de richesse relative		-0,28 (0,18)	0,46*** (0,14)
Réseau		0,67*** (0,17)	
Insertion		-0,13 (0,16)	
Discrimination		-0,42** (0,18)	
Constante		1,23 (0,76)	
Rho			-0,52*** (0,07)
Nombre d'observations	359	359	359

Source: Enquête MNAC et calculs des auteurs.

Significativité: *** = 1%; ** = 5%; * = 10%. Ecart-types entre parenthèses.

Après ces variables traditionnelles, nous nous intéressons au rôle de la situation politique des pays d'origine au moment de l'émigration vers l'Afrique du sud. Les migrants forcés, c'est-à-dire ceux qui ont quitté leur pays dans des conditions de violence et de conflits présentent une plus faible propension à transférer. Notre résultat corrobore celui de Young [2006] qui montre que suite à la crise de 2003 au Darfour, les moyens de communication ont été perturbés rendant ainsi difficile, sinon impossible, pour les migrants de localiser leur famille déplacée. Par ailleurs, il est probablement plus compliqué de transférer des fonds dans des pays instables faute d'infrastructures mais aussi en raison du risque accru de perte ou de vol de ces fonds. Pour ces différentes raisons, les conditions de départ du pays d'origine se révèlent donc déterminantes sur le comportement de transferts.

Pour compléter notre analyse, nous estimons un deuxième modèle en introduisant le rôle de variables subjectives telles que la perception que les migrants ont de leur richesse et l'attachement à leur pays d'origine. La variable de perception de richesse, qui vaut 1 si le migrant se sent plus riche en Afrique du sud qu'il ne l'était avant sa migration (et 0 sinon), vient compléter la mesure objective du revenu reposant sur la déclaration de revenu des individus. L'attachement au pays d'origine recouvre quant à lui deux notions: la présence de membres de la famille dans le pays d'origine et le fait de suivre les affaires politiques du pays d'origine par les journaux, la radio, la télévision ou les membres de la communauté résidant en Afrique du sud. 94,4% des migrants de l'échantillon ont encore de la famille dans leur pays d'origine et 71% suivent les affaires politiques de ce dernier.

Un biais d'endogénéité de la variable d'attachement est cependant suspecté. En effet, plus un migrant transfère, plus il est probable qu'il suive les affaires politiques de son pays. Nous corrigeons ce biais par la méthode des variables instrumentales. Notre modèle d'estimation des transferts étant un modèle probit ordonné, nous utilisons la spécification proposée par Miranda et Rabe-Hesketh [2006]⁶. Il s'agit donc d'un modèle proche du modèle précédent mais dans lequel la variable d'attachement est d'abord estimée puis intégrée dans l'équation des transferts de fonds.

La variable d'attachement, notée A_i , est une variable indicatrice qui dépend d'une variable latente continue A_i^* , laquelle est définie par un vecteur Z_i qui comprend $L \times l$ variables explicatives.

Le modèle latent déterminant A_i a la forme suivante:

$$A_i^* = \gamma Z_i + v_i$$

et

$$A_i = \begin{cases} 1 & \text{si } A_i^* > 0 \\ 0 & \text{si } A_i^* \leq 0 \end{cases}$$

Où Z_i est un vecteur de variables explicatives de l'attachement du migrant i comprenant ses conditions de départ et v_i , est le terme d'erreur.

⁶ Il s'agit de la commande `ssm` dans le logiciel Stata.

La variable d'intérêt, les transferts, est toujours notée R_i . Comme A_i , R_i est définie par une variable continue inobservée R_i^* , qui dépend de la variable $\hat{A}_i$ estimée et d'un vecteur de K variables explicatives, W_i . Le modèle peut alors être écrit comme suit:

$$R_i^* = \tau W_i + \Omega \hat{A}_i + \mu_i$$

et

$$R_i = \begin{cases} 0 & \text{si } R_i^* \leq C_1 \\ 1 & \text{si } C_1 < R_i^* \leq C_2 \\ 2 & \text{si } C_2 < R_i^* \leq C_3 \\ 3 & \text{si } R_i^* > C_3 \end{cases}$$

Avec μ_i , le terme d'erreur.

Comme ci-dessus, $R_i = 0$ si le migrant i ne transfère pas, 1 si i transfère moins de 800 rands par an, 2 si i transfère entre 800 et 1999 rands, et 3 si i transfère au moins 2000 rands.

Nous mobilisons trois instruments pour corriger l'endogénéité de l'attachement. Le premier, appelé « Réseau » indique si le migrant connaissait et était en contact avec des personnes en Afrique du sud avant de migrer. Cette variable indicatrice permet donc d'approximer le fait d'appartenir à un réseau de migrants dans le pays d'accueil. L'idée sous jacente est qu'un tel réseau devrait favoriser l'attachement au pays d'origine en permettant aux migrants de même origine de partager de l'information sur leur pays et d'en maintenir les coutumes et traditions. En revanche, nous ne nous attendons pas à ce que cette variable affecte les transferts dans la mesure où le réseau fait référence ici uniquement au réseau de migrants déjà présents en Afrique du Sud. Or si les réseaux dans les pays d'accueil sont bien corrélés avec les coûts d'émigration et avec l'attachement aux pays d'origine en raison du rôle identificateur de la communauté, ils ne le sont pas nécessairement avec les transferts individuels, plutôt corrélés avec les réseaux dans le pays d'origine.

Le second instrument appelé « Insertion » dépend quant à lui du ressenti du migrant concernant son insertion dans la société sud-africaine. Nous anticipons cette fois une relation négative avec l'attachement car on peut penser que plus le migrant se sent inséré dans son pays d'accueil et moins il sera attaché à son pays d'origine.

Enfin, le troisième instrument, noté « Discrimination », est une variable dummy égale à 1 si le migrant se sent discriminé (sur le marché du travail, dans sa vie quotidienne, etc.) du fait de sa nationalité et/ou de son identité clanique/tribale dans le pays d'accueil, et égale à 0 sinon. Nous nous attendons à ce que cette variable influence négativement l'attachement au pays d'origine. En effet, plus le migrant se sent discriminé en Afrique du sud, plus il peut être enclin à se détacher et à s'éloigner de son pays d'origine, et donc moins son attachement sera grand. En revanche, nous ne nous attendons pas à ce que cette variable affecte directement les transferts, ces derniers étant davantage liés à la présence de membres de la famille dans le pays d'origine, aux capacités réelles de transférer des migrants ou encore à leur obligation potentielle de transférer.

Les résultats sont présentés dans le modèle 2 (tableau 2). La colonne 2 présente l'estimation de la variable d'attachement et la colonne 3 l'estimation de la propension à transférer corrigée du biais d'endogénéité. Les résultats confirment l'existence d'un biais d'endogénéité et valident les instruments « Réseau » et « Restriction » (qui sont significatifs et respectivement positif et négatif) mais pas l'instrument « Insertion ».

A l'exception de la variable date d'arrivée en Afrique du Sud entre 1995 et 2002 qui devient significative, les résultats du modèle 1 ne sont pas modifiés par l'ajout des variables subjectives dans le modèle 2. Ces dernières sont positives et significatives. Ainsi à revenu effectif donné, les migrants qui se sentent plus riches en Afrique du sud qu'ils ne l'étaient avant leur départ ont une propension plus forte à transférer. De même, les migrants attachés à leur pays d'origine ont une propension à transférer plus élevée, toutes choses égales par ailleurs.

Au final, l'impact négatif de la migration forcée sur le comportement de transferts du migrant est donc clairement vérifié. Par ailleurs, le rôle de l'attachement au pays d'origine mais aussi celui des variables plus traditionnelles telles que le revenu du migrant conduit à penser que les déterminants des transferts de fonds Sud-Sud sont finalement peu différents de ceux des transferts de fonds Nord-Sud tels qu'identifiés par Miotti *et al.* [2010] ou Osaki [2003].

CONCLUSION

Dans cet article, l'accent est mis sur les déterminants des transferts de fonds dans le cas des migrations Sud-Sud et notamment sur l'impact d'une migration forcée pour cause de conflit ou autre forme de persécutions. L'exploitation d'une enquête originale auprès de migrants africains (Congolais, Somaliens, Mozambicains) à Johannesburg permet de mettre en évidence l'impact négatif de conditions de départ violentes sur les transferts. A l'inverse, les migrants volontaires ont une plus forte propension à transférer, les transferts de fonds étant très probablement dans ce cas la raison de leur migration. Les conditions de départ du pays d'origine sont donc bien déterminantes dans la décision de transférer des migrants. Les résultats montrent par ailleurs que les Somaliens ont une plus forte propension à transférer que les Congolais et que le revenu des migrants et leur perception d'une richesse accrue suite à la migration sont positivement corrélés au choix de transférer. De même, plus les migrants sont attachés à leur pays d'origine et plus leur propension à transférer est élevée. Dans de futures recherches, il serait intéressant d'étendre l'analyse à d'autres villes africaines et d'étudier les déterminants des montants transférés.

BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE [2010], « Migration and Remittances Factbook I », Second Edition.

- BOLLARD A., MCKENZIE D., MORTEN M. et RAPOPORT H. [2011], « Remittances and the Brain Drain Revisited: The Microdata Show that More Educated Migrants Remit More », *The World Bank Economic Review*, 25 (1), p. 132-156.
- DOCQUIER F. et RAPOPORT H. [2006], *The Economics of Migrants' Remittances*, dans KOLM S.C et MERCIER YTHIER J. (eds.), *Handbook on the Economics of Giving, Reciprocity and Altruism*, Elsevier, Vol.1, pp 1135-1198.
- FAGEN P.W. et BUMP M.N. [2006], « Remittances in Conflict and Crises: How Remittances Sustain Livelihoods in War, Crises, and Transitions to Peace », *International Peace Academy Policy Paper*, Washington DC.
- GUBERT F. [2002], « Do Migrants Insure Those who Stay Behind? Evidence from Kayes Area (Western Mali) », *Oxford Development Studies*, 39 (3), p. 267-287.
- HAVOLLI S. [2009], « Determinants of Remittances: The Case of Kosovo », *DBK Working Paper* n°3.
- LINDLEY A. [2008], « Conflict-Induced Migration and Remittances: Exploring Conceptual Frameworks », *R SC Working Paper Series* n°47.
- LUCAS R.E.B. et STARK O. [1985], « Motivations to Remit: Evidence from Botswana », *Journal of Political Economy*, 93 (5), p. 901-918.
- MIOTTI L., MOUHOUD E.M. et OUDINET J. [2010], « Determinants and Uses of Remittances to Southern and Eastern Mediterranean Countries: Insights from a New Survey », *Centro Studi Luca d'Agliano Development Studies Working Paper* n°288.
- MIRANDA A. et RABE-HESKETH S. [2006], « Maximum likelihood estimation of endogenous switching and sample selection models for binary, ordinal, and count variables », *The Stata Journal*, 6 (3), p. 285-308.
- MOHAPATRA S., RATHA D. et SILWAL A. [2010], « Outlook for Remittance Flows 2011-2012: Recovery after the crisis, but risks lie ahead », *World Bank Migration and Development Brief* 10, November 8.
- NIIMI Y., PHAM THAI H. et REILLY B. [2008], « Determinants of Remittances: Recent Evidence Using Data on Internal Migrants in Vietnam », *World Bank Policy Research Working Paper* n°4586.
- OSAKI K. [2003], « Migrant remittances in Thailand: Economic necessity or social norm », *Journal of Population Research*, 20 (2), p. 203-222.
- UNHCR [2011], « 80% des réfugiés vivent dans des pays en développement », *Articles d'actualité*, Genève, 20 juin 2011.
- VAN HEAR N., BRUBAKER R. et BESSA T. [2009], « Managing Mobility for Human Development: The Growing Salience of Mixed Migration », *Human Development Research Paper Series* n°20.
- YOUNG H. [2006], « Livelihoods, migration and remittances flows in times of crisis and conflict: case studies for Darfur, Sudan », *HPG Background Paper*, September.